



Actualités et bilan

Discrimination sociale

« Il n'y a pas de raison que les médecins ne souhaitent pas, comme beaucoup de salariés, avoir une vraie vie de famille ». « Il s'agit d'une évolution sociétale et sociale ». Les médecins qui accepteront d'assurer les gardes des 24 et 31 décembre seront payés comme un jour d'astreinte par l'assurance maladie, soit 150 euros en plus des actes effectués, conclut la ministre de la santé.

Et les salariés des commerces de meubles qui devront travailler le dimanche ? : Moins payés, puisque ce sera la norme.

Et les salariés des grandes surfaces qui seront autorisées à ouvrir une quinzaine de dimanches supplémentaires ? Ils seront « volontaires ». Leur vie de famille, leur évolution sociétale ?

Le conseil économique et social, qui n'a qu'un avis à donner, s'oppose à cette évolution : le dimanche doit rester un jour différent car il reste un repère social.

Discrimination très négative

Les derniers jours de l'année sont particulièrement cruels pour les réfugiés politiques et autres sans-papiers : M. Hortefeux veut remplir ses quotas. On expédie vers la détresse, la misère, la répression ou même la mort, des étrangers installés depuis des années. Leurs enfants sont nés en France. Ils y grandissent, ils y étudient. Ils créent des richesses. Leurs enfants en créeront (en auraient créé).

Harald Welser, philosophe allemand, s'interroge sur la cohésion des sociétés modernes. Au sein d'un système de valeurs, il suffit qu'une seule coordonnée se décale, celle de l'appartenance, pour que l'ensemble change. Qu'un groupe, défini comme étranger, soit posé comme menaçant, et c'est la totalité du cadre de référence de la société qui bascule. L'idéologie suffit-elle à obtenir cette évolution, demande Welser ? Si une loi est promulguée qui décide de rendre illégales la présence de ces étrangers, voire l'aide à ces étrangers ; si une pratique quotidienne de l'exclusion s'installe, l'exclusion finit par apparaître comme pleine de sens.

Paul Valéry écrit « souvenez-vous que les civilisations sont mortelles ». Julien Gracq précise (*En lisant en écrivant*) en évoquant « la majesté paresseuse du premier grondement lointain de l'orage, qui n'a aucun besoin de hausser le ton pour s'imposer, préparé qu'il est par une longue torpeur imperçue. »

C'est la société toute entière qui est menacée par l'usage gouvernemental de la discrimination et de la xénophobie.

C'est tout l'honneur de RESF de lutter chaque jour contre cette perversion des valeurs et ce glissement vers l'inacceptable. C'est la responsabilité de la FSU de continuer à y militer.

Discrimination financière

Alors que les trois administrateurs CGT au sein de l'entreprise publique GDF ont calculé que si on voulait répercuter les gains de productivité et les prix d'achat sur les usagers, pardon sur les clients, il fallait **baisser** les prix de 10% avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007, le gouvernement s'apprête à annoncer une augmentation d'environ 6% du prix du gaz.

Gaz De France a lancé un programme de rachat d'actions d'environ **un milliard d'euros**. Ce sont les consommateurs et les salariés de l'entreprise qui vont payer la facture de l'opération de privatisation, comme ils paieront la facture de la nouvelle augmentation du prix du gaz une fois que GDF serait privatisé. C'est sans doute ce qu'on appelle une politique moderne et qui aidera le président de la République à réaliser son souhait d'être le président du pouvoir d'achat.

Discrimination prolongée

S'attaquer aux salaires ne suffit pas. Les retraites sont aussi une source financière abondante. Et les retraités sont encore moins bien organisés que les salariés en activité. Ils ne font pas grève ni ne prennent personne « en otage ». Le gouvernement annonce une augmentation royale de 1,1% alors que l'augmentation du coût de la vie est de plus du double. Il n'y a pas d'argent.

Il n'y a pas d'argent ? Ces dernières années, le revenu des capitaux a augmenté de 30%, celui des dividendes des 40 entreprises cotées en bourse, de 80%. Les superprofits pétroliers sont actuellement d'un **milliard d'euros par mois**. L'Etat perçoit, sur les carburants, 19 milliards d'euros de TVA. Un prélèvement de 0,5% sur les actifs **financiers** des grandes entreprises rapporterait 17 milliards d'euros. Une cotisation pour la sécurité sociale sur ces revenus financiers rapporterait 23 milliards d'euros. Ces mêmes grandes entreprises bénéficient, au détriment de la collectivité et des salariés, d'exonérations de cotisations sociales à hauteur de 20 milliards d'euros. Rétablir les mécanismes de progressivité de l'impôt et taxer les « stock options » rapporteraient 24 milliards d'euros.

Tout cet argent est volé aux salariés. Pour institutionnaliser ce vol, ils démantèlent les services publics, cassent le droit du travail, divisent les travailleurs, veulent leur imposer de travailler 41, 42 ans, pour bénéficier d'une retraite fort diminuée, imposent des « franchises médicales ». On accepte ?

Discrimination « libérale »

Le 11 décembre, la cour européenne de Luxembourg a jugé **légal** d'embaucher un maçon letton sur un chantier suédois pour un salaire mensuel de 425 euros, alors que les accords collectifs locaux prévoient, pour ce type de travail, un minimum de 1450 euros. La cour précise qu'obliger le groupe letton qui voulait faire travailler son maçon en Suède à se soumettre aux règles sociales suédoises **constitue une discrimination...**

Quelques jours plus tôt, la même cour avait rendu un verdict semblable en donnant raison à une société de ferries finlandaise qui paie ses marins estoniens **deux à trois fois moins cher que leurs collègues finlandais**, en immatriculant son bateau en Estonie.

Voilà pourquoi le président de la République et le MEDEF ont dispersé le code du travail et veulent en transformer le sens profond. Voilà pourquoi ils veulent supprimer la

référence à une durée maximale du travail et à un salaire minimum. Voilà pourquoi ils s'attaquent au droit de grève.

Pour le président de la République, toute concertation est conçue comme un simple accompagnement de l'application de son programme. Pour lui, l'unique vertu du « dialogue » est de faire avancer les syndicats à son rythme.

« Partenaires sociaux » ou représentants syndicaux des salariés ? « Dialogue social » ou luttes des classes ? Eux, ils emploient le premier terme, mais pratiquent efficacement le second.

La situation créée par le résultat des élections présidentielles impose aux syndicats d'être à la fois rassembleurs et de sortir de cette impasse mortelle pour les salariés. Il leur faut montrer le sens de ce qui se trame et convaincre qu'il est possible de faire autrement. C'est ce syndicalisme-là qui est résolument moderne, car il ne se contente pas de tenter de gérer les conséquences du présent, il organise l'avenir. Au bénéfice des salariés, avec les salariés. C'est celui de la FSU et particulièrement celui qui doit être animé par le courant de pensée Unité & Action.

Discrimination politique

Horriés et épuisés par les guerres, les peuples rêvent de paix et veulent l'Europe. Laquelle ?

L'outil structurel européen se construit depuis des dizaines d'années au profit du patronat et des financiers. Les partis de droite et une partie des partis de gauche organisent l'aspect institutionnel de cet outil, concurrence oblige, disent ces derniers.

Au niveau syndical, la Confédération Européenne Syndicale et la Confédération Syndicale Internationale disent représenter les intérêts des salariés. Flexisécurité, remarques polies sur la brutalité de certaines décisions des Etats ou des patrons. Aucune organisation d'action revendicative active. Aucune incitation à de telles actions. Aucune réflexion sur la nocivité réhébitoratoire du « libéralisme » et sur la nécessité de changer, dans le bon sens, de « modèle social ».

La FSU a choisi au congrès de Marseille de demander son affiliation à ces organisations : si on veut changer quelque chose à l'ordre du monde, il vaut mieux être dedans que dehors. Et puis, la fédération a besoin d'exister à ce niveau pour gagner sa représentativité au niveau national. (*La section départementale de la FSU s'était opposée à ce choix. Maintenant qu'il est fait, il faut utiliser ces structures syndicales internationales de façon combative*).

La meilleure façon de gagner cette représentativité n'est-elle pas d'aller plus avant dans les explications de fond de la politique « libérale », de construire des alternatives et de les faire partager à un nombre croissant de nos collègues de tous les champs syndicaux que nous avons décidé, à Perpignan, d'occuper ?

La meilleure façon n'est-elle pas de travailler à l'unité d'action syndicale ? Au niveau intersyndical, bien sûr, avec toutes les difficultés que ça représente. **Mais d'abord au niveau fédéral interne !**

Tout cela est encore trop peu lisible, comme simplement esquissé. L'urgence est pourtant là.

Cela passe aussi par l'amélioration de la vie syndicale dans chaque syndicat national. Il ne s'agit pas de concurrence, il s'agit d'émulation, de prise de conscience de nos forces.

Discrimination démocratique

Karel de Gucht, ministre belge des affaires étrangères, dit ceci : « le but du traité constitutionnel était d'être plus lisible. Le but du traité de Lisbonne est d'être illisible. La constitution voulait être claire alors que ce traité devait être obscur. C'est un succès ». Ces gens là ont une conception ... très limitée de la démocratie. Et beaucoup de mépris pour les peuples.

On vient de voir quelques uns des effets de la politique du gouvernement et de la politique européenne qui l'inspire largement.

Le président de la République veut effacer le vote référendaire du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel européen et faire voter par ses députés godillots et réactionnaires une resucée illisible du traité constitutionnel repoussé par le peuple français.

On ne peut pas l'accepter. Sur la forme, on ne peut pas accepter de faire voter par un groupe de représentants ce que le corps électoral tout entier a rejeté. C'est un déni démocratique manifeste.

Sur le fond, les arguments de 2005 n'ont pas vieilli. Au contraire, l'évolution de la situation prouve hélas que les craintes étaient fondées. C'est la raison pour laquelle la section départementale de la FSU a signé l'appel du comité national pour un référendum.

Agir, construire

Le CDFN de la FSU avait décidé d'appeler à l'action le plus rapidement possible. Il avait précisé qu'il fallait essayer d'entraîner les autres organisations syndicales dans cette action, et lancer une action même si les autres organisations refusaient l'évidence de la nécessité de l'action. Ça a été un peu laborieux mais le 18 décembre, un appel à la grève de six organisations (FSU, CGT, Unsa, Solidaires, FO, CFTC) était lancé suite à l'échec (prévisible) de la réunion de la veille sur la négociation du pouvoir d'achat avec Eric Woerth.

Le 21 décembre, à la suite du comité technique paritaire ministériel, la FSU, UNSA éducation, FERC-CGT, SGEN-CFDT, FNEC-FO et SUD éducation, lançaient elles aussi un appel à la grève sur la suppression des postes, la baisse des postes aux concours, et liaient cet appel à celui des syndicats de la fonction publique.

Il s'agit maintenant de construire la réussite de ces journées, de parvenir à marquer la spécificité de l'action dans l'éducation nationale au sein de l'action Fonction Publique, de convaincre le plus grand nombre de collègues de participer activement à ce mouvement.

Un ciel gris et pesant, mais un réel espoir de beau temps

Nous vivons des temps difficiles. Le projet de « réorganisation de l'Etat » du président de la République est à peine entamé. De nouvelles attaques sont prévues très rapidement.

Mais les salariés commencent à comprendre que le changement annoncé par le président de la République n'améliore pas leur situation. Quelques phrases malheureuses comme : « je serai le président du pouvoir d'achat » montrent que l'escroquerie politique, le spectacle berlusconien, le stroboscope législatif, l'agitation activiste, la culture du mépris du peuple tout en faisant croire qu'on est proche de lui, tout cela commence à caler. Ça commence à ne plus marcher.

L'auto-augmentation du salaire présidentiel (presque triplé), la fréquentation assidue des très riches et les cadeaux qui leur sont faits, le cynisme d'une politique extérieure sans principe sinon l'imitation des Etats-Unis au moment où ils connaissent une crise gigantesque, tout cela commence à prendre sens.

Dans un contexte politique alternatif en grande difficulté, nous avons un rôle fondamental pour préserver autant que se peut les intérêts des salariés qui nous font confiance et ceux de leurs collègues. Un rôle fondamental pour rétablir la confiance en un système républicain social égalitaire et l'espoir d'un monde plus juste et pacifique.

C'est ce à quoi est attaché le courant de pensée U&A qui vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année et nous souhaite une année 2008 de rupture.

U&A 64, 25 décembre 2007

*« Regardez : le voilà ! – Son journal frénétique
Plaît aux dévots et semble écrit par des bandits.
Il fait des fausses clefs dans l'arrière-boutique
Pour la porte du paradis. »*

(Victor Hugo, Les Châtiments)